



« Je veux avoir un site web pour combattre les fake news qui dominent sur la migration. Il y a encore beaucoup trop de personnes qui croient que les demandeurs d'asile reçoivent Porsche et jacuzzi en arrivant en Belgique. » © MATHIEU GOLINVAUX.

état des lieux « Certains ont twitté haut et fort mais n'ont rien fait dans le travail de longue durée »

L.K.

Votre note insiste sur le respect du droit international, qui n'a cessé d'être mis sous pression sous la suédoise, jusqu'à faire tomber le gouvernement. Est-ce qu'on a ouvert la voie à quelque chose de dangereux pour la démocratie ?

Pour moi, il y a une introspection à faire. On parle toujours de l'importance des traités internationaux mais on n'explique jamais pourquoi. C'est frappant dans les débats, quand quelqu'un vient avec une vision politique contraire, on dégage la carte « Ah non ! Ce n'est pas permis par les traités » et on se cache derrière. Mais il faut expliquer pourquoi : ces traités, on les a eus après la Deuxième Guerre mondiale. Un autre élément, c'est qu'on est parfois allé en appel contre des décisions de justice pour des raisons symboliques. Or, ça coûte énormément à l'Etat, au contribuable. Le fait par exemple d'avoir droit à un accueil immédiat au Petit Château, c'est irréfutable. Récemment, un juge a estimé que l'enregistrement numérique au Petit Château pour les demandeurs d'asile (instauré par Maggie De Block pendant la première vague, NDLR) les prive de leur droit à l'accueil. C'est irréfutable. Donc, je vais trouver une autre solution, pas aller en appel. Je compte travailler de manière correcte et respecter le travail judiciaire.

Vous pensez qu'on a trop instrumentalisé politiquement les questions migratoires ?

Disons que mon ambition personnelle n'est pas d'être l'homme politique le plus populaire de la Belgique. Si je deviens le plus ennuyeux, c'est peut-être que j'aurai fait une bonne politique. Un poste politique ne peut pas être un tremplin pour une carrière personnelle ou une population augmentée. En tout cas, ce n'est pas pour cela que je fais de la politique.

Ce que vous voulez dire, c'est que vous seriez plus populaire à être...

Populiste. Le populisme, ça aide, bien sûr. Que ce soit de gauche ou de droite. Avoir un débat plus nuancé, plus équilibré, ça ne remplit pas les médias.

Vous aurez en face un ancien secrétaire d'Etat – dont vous avez jusque-là évité de prononcer le nom – qui voudra probablement forcer l'agenda.

Je ne vais pas me laisser énerver par les personnes qui veulent animer les choses. Vous soulignez que j'évite de parler d'un certain prédécesseur, mais il y a une chose que je peux dire : si j'ai une ambition, c'est de professionnaliser ma compétence. Il y a une envie, depuis 2012, d'écrire un code de l'asile et de la migration : rien n'a été fait. Rien. Il y a une envie de digitaliser certains services : rien n'a été fait. Une envie d'avoir une coopération structurée avec certains pays d'origine : rien n'a été fait. Certains ont crié et twitté haut et fort mais n'ont rien fait dans le travail de longue durée. Pour certains éléments de ma politique, j'ai trouvé un chantier où on n'avait même pas posé la première pierre.

On a besoin d'une politique réfléchie. Ça sert à quoi de remplir les centres de détention de migrants ? A rien, à part à exposer des chiffres et faire croire qu'on a une politique qui réussit. Je serais fier qu'on ait une politique qui amène 77 personnes à comprendre que la solution durable pour leur avenir se trouve dans leur pays d'origine, plutôt que de rester dans l'illégalité en Belgique. Fier si on peut faire en sorte que certaines organisations de la société civile retrouvent confiance dans la politique et moi en eux, même si on n'est pas toujours d'accord. Si on veut un travail renforcé entre les services, il faut le faire. Est-ce que c'est sexy ? Non.

Analyse

Une politique humaine mais ferme

Une politique humaine mais ferme, suite. Si la Vivaldi n'a pas repris le slogan de la suédoise, préférant mettre en avant les termes « correct » et « juste », la note de politique générale présentée par le nouveau secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration ne dévie guère des précédentes moutures : la priorité va à l'optimisation des politiques de retour. Mais en se donnant les moyens de développer les départs volontaires en intensifiant l'information et l'accompagnement. La rupture surtout, portée par le jeune CD&V, tient à la manière de faire de la politique migratoire : plus question d'en faire un thème central et ultra clivé (cadeau à l'extrême droite). Plus question non plus d'en faire un tremplin politique (ce qui a très bien réussi à Theo Francken et Maggie De Block avant lui). Sur son prédécesseur N-VA, Sammy Mahdi n'y va pas par quatre chemins, expliquant en substance : il y a eu beaucoup de com' et peu de travail de fond. Le jeune secrétaire d'Etat affiche sa volonté d'objectiver et chiffrer (via évaluations et audits), d'être transparent et coopératif. C'est que le cabinet, mouture suédoise, a eu l'art de creuser des tranchées que ce soit contre la société civile ou les entités fédérées. Une conférence interministérielle devrait ainsi être créée pour harmoniser le travail sur la migration économique, l'intégration ou encore l'accès au logement des réfugiés. L.K.

Mon ambition personnelle n'est pas d'être l'homme politique le plus populaire de la Belgique. Si je deviens le plus ennuyeux, c'est peut-être que j'aurai fait une bonne politique

”

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

L'humiliation d'une ado diffusée en direct sur les réseaux : « Il n'y a pas de frein moral »

Dans ce dossier, tout a été filmé : le mineur devenu bourreau a filmé les sévices avec son GSM et envoyé les images à ses amis, par Messenger et en live. La violence extrême filmée puis diffusée sur les réseaux sociaux, c'est un phénomène que l'on retrouve plus régulièrement chez les ados et jeunes adultes.

LAURENCE WAUTERS

Le tribunal correctionnel de Liège s'est penché, vendredi, sur une scène d'une violence extrême qui s'est déroulée dans la nuit du 6 au 7 avril dernier au sein d'une petite maison d'Ougrée (Seraing). Océane, 19 ans, et son petit ami Andréa, 26 ans, reprochaient à une jeune fille de 17 ans un prétendu vol d'argent. Ils l'avaient conviée, puis ils avaient appelé un jeune délinquant de 17 ans et une bagarreuse de 16 ans pour « la péter », lui donner une correction contre une rémunération de 50 euros. Dans ce dossier, tout a été filmé : le mineur devenu bourreau a filmé les sévices avec son GSM et envoyé les images à ses amis, par Messenger et en live.

La jeune victime a d'abord été frappée à coups de poing, de pied et de manche de brosse ; sous la menace d'un couteau, elle a dû se mettre nue puis elle a été forcée à baisser les pieds de celle qu'elle avait prétendument volée. Elle a ensuite dû se coucher dans un coin et manger de la pâtée pour chien. Après avoir été fouettée à l'aide d'un chargeur de GSM, elle avait fait une crise de tétanie. Durant tout le film, elle suppliait ses bourreaux d'arrêter, demandant aussi qu'on appelle une ambulance.

Un phénomène récurrent

C'est grâce à la diffusion des images par le jeune violent que le calvaire de l'adolescente a pris fin, une heure après avoir débuté. Une jeune fille avait reçu la vidéo d'une amie à qui le mineur violent l'avait envoyée, et elle avait ramené ses copains puis prévenu la police. Si les deux mineurs d'âge attendent d'être jugés par le tribunal de la jeunesse, les deux commanditaires qui ont comparu risquent quatre ans de prison pour séquestration, coups et blessures avec préméditation, traitement inhumain et dégradant, attentat à la pudeur, extorsion, et menaces. Une peine de deux ans a été requise contre un trentenaire qui

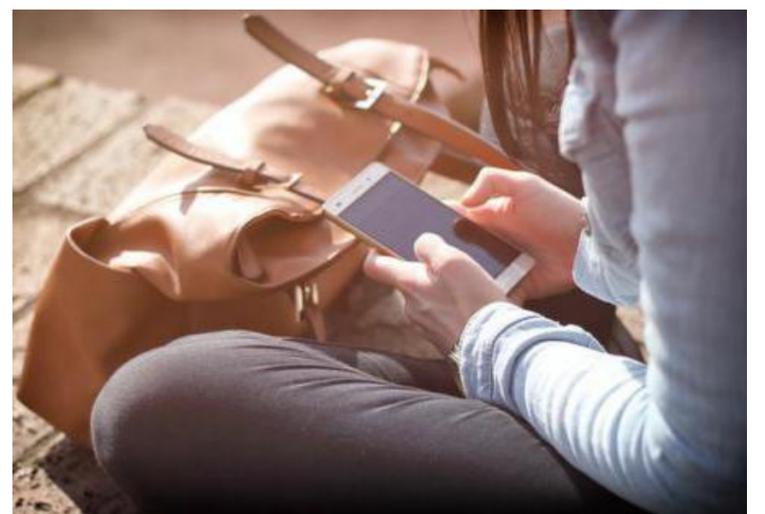
était sur place et qui a assisté aux faits sans broncher.

La violence extrême filmée puis diffusée sur les réseaux sociaux, c'est un phénomène que l'on retrouve plus régulièrement chez les ados et jeunes adultes. La semaine dernière, le viol d'une jeune fille par cinq à huit hommes, dans un Airbnb de Forest loué « pour faire la fête », a été diffusé sur les réseaux sociaux, sur lesquels il a très largement circulé. C'est ainsi que le parquet de Bruxelles, « tagué » par un internaute, a été averti des faits. L'an passé, c'est aussi un viol collectif, celui d'une gamine de 16 ans abusée par sept jeunes à Chaudfontaine, dans la région liégeoise, qui a circulé sur Snapchat ; les images sont ressorties cet été sur une page Instagram spécialement créée à cet effet.

« Dans ce genre de situation, les jeunes invoquent une absence de médiation cognitive, il n'y a pas de frein moral, on ne réfléchit pas : le premier réflexe est de sortir le GSM et de filmer », explique Fabienne Glowacz, qui dirige l'unité de psychologie clinique de la délinquance (ULiège). « C'est une culture de l'exhibition, les jeunes pensent acquiescer de la popularité en amenant des images chaque fois plus trash, et ces images trahissent un processus de déshumanisation de la victime. » Dans les cas comme celui examiné au tribunal vendredi ou les viols filmés, on assiste également à une réduction de la femme à l'état d'objet, à « une humiliation dans une relation de domination, de prise de pouvoir », explique la professeure.

L'effet de groupe amènerait une espèce d'anesthésie morale, avec une difficulté à se mobiliser pour venir en aide à la personne en danger et une absence d'empathie

Enfin, l'effet de groupe amènerait une espèce d'anesthésie morale, avec une difficulté à se mobiliser pour venir en aide à la personne en danger et une absence d'empathie. Les victimes de ce genre de faits, ajoute cette spécialiste, doivent affronter une très importante souffrance : « La perte de contrôle de son image, cette image dégradante qui peut circuler n'importe quand et dans tous les coins du monde grâce à l'anonymat procuré par les réseaux sociaux, est très difficile à gérer pour la victime. Le seul fait de voir circuler des rumeurs sur les réseaux sociaux a un impact très important sur la santé psychologique, et même physique, des jeunes qui en sont victimes. Alors, imaginez quand les souffrances et humiliations à caractère sexuel que vous avez subies en présentiel sont diffusées... » Le travail de psychothérapie pour sortir ces jeunes filles du désespoir serait particulièrement long et difficile.



« Les jeunes invoquent une absence de médiation cognitive, il n'y a pas de frein moral, on ne réfléchit pas. » © TOFROS.COM / PEXELS